

Durkheim, Weber au miroir de la guerre de 1914-1918

François Bafoil

► **To cite this version:**

François Bafoil. Durkheim, Weber au miroir de la guerre de 1914-1918: Les avatars du nationalisme. Raisons politiques, Presses de Science Po, 2016, pp.135 - 150. hal-02110629

HAL Id: hal-02110629

<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-02110629>

Submitted on 25 Apr 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Durkheim, Weber au miroir de la guerre de 1914-1918

Les avatars du nationalisme

François Bafoil

Les Éditions de l'EHESS publient depuis quelques années une collection « Audiographie » qui fournit l'occasion bienvenue au lecteur français de prendre connaissance de textes ou d'interventions de différente nature d'auteurs soit contemporains à l'instar de Quentin Skinner ou désormais considérés comme des « classiques », qu'il s'agisse entre autres de Raymond Aron, de Michel Foucault, de François Furet, d'Émile Durkheim ou de Max Weber. Concernant le sociologue Durkheim, il s'agit de la réédition du discours sur l'opuscule intitulé « *L'Allemagne au dessus de tout* ». *La mentalité allemande et la guerre*, qu'il a écrit en 1915¹. Publié aux Éditions Armand Colin, il y a été réédité en 1991 puis a fait l'objet d'une nouvelle publication en 2015 aux Éditions de l'EHESS², introduite par un texte de Bruno Karsenti. Avec l'opuscule de Weber publié également en 2015, il s'agit d'un article et de deux discours prononcés pendant la guerre³ ainsi que d'un autre discours en date de mars 1919. Il est agrémenté d'une introduction signée de Hinnerk Bruhns.

L'intérêt de considérer ensemble ces textes tient au fait que les références que met au jour Durkheim dans le texte de l'historien Treitschke en matière de souveraineté de l'État et sa définition comme État de puissance élaborés dans les années 1870 trouvent une résonance certaine dans les textes de Weber quelques quarante ans plus tard. En d'autres termes, ce que dénonce Durkheim à propos de la « mentalité allemande », sa « pathologie du vouloir » et sa démesure semble trouver dans la pensée wébérienne un prolongement des plus intéressants, à défaut d'être les plus

1 - Émile Durkheim, « *L'Allemagne au dessus de tout* ». *La mentalité allemande et la guerre* (1915). Dans ce présent travail, nous prenons pour référence le texte de Durkheim dans sa version rééditée en 1991 aux Éditions Armand Colin dans la collection « l'Ancien et le Nouveau ».

2 - Émile Durkheim et Bruno Karsenti, *L'Allemagne au dessus de tout*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2015 [préface de Bruno Karsenti, p. 13-53]. Curieusement le titre est incomplet puisqu'est omis le sous-titre : *La mentalité allemande et la guerre*.

3 - Max Weber, *Discours de guerre et d'après guerre*, textes réunis et présentés par Hinnerk Bruhns, trad. fr. Ostiane Courau et Pierre de Larminat, Paris, Éditions EHESS, coll. « audiographie », 2015 : « Au seuil de la troisième année de guerre », discours prononcé à Nuremberg le 1^{er} août 1916, p. 75-90 ; « La situation de l'Allemagne dans la politique mondiale », p. 91-99 ; « De la culpabilité du déclenchement de guerre », p. 101-117 ; « l'appartenance économique de la Sarre à l'Allemagne », p. 119-129.

inattendus. C'est la raison pour laquelle ces textes venant avec bonheur en complément de la publication d'autres travaux « politiques » du même sociologue il y a quelques années⁴, on se serait attendu, compte tenu de leur originalité et de l'affirmation du nationalisme allemand professé par Weber, à sans doute davantage d'esprit critique et moins de déférence vis-à-vis de ce sociologue enfermé, commentaire après commentaire, dans une position de commandeur quelque peu désincarné⁵.

Durkheim. Portrait de Treitschke

Rappelons d'abord que le texte de Durkheim a trouvé place aux Éditions Armand Colin dans une collection « sur le vif⁶ » dont le comité de publications regroupait les intellectuels français les plus réputés de l'époque parmi lesquels le germaniste Charles Andler, Les historiens Charles Seignobos et Ernest Lavisse, les philosophes Émile Boutroux et Henri Bergson, l'historien de la littérature Gustave Lanson, et Émile Durkheim lui-même, sociologue. Tous étaient germanistes et la plupart fins connaisseurs de l'Allemagne, notamment pour y avoir été étudiants. Andler avait suivi les cours de Treitschke dont les écrits constituent l'objet de la critique de Durkheim. Tous, enfin, étaient républicains, certains d'entre eux socialistes. Cela pour dire que l'on ne peut pas réduire la pensée de ces intellectuels à cette époque à des réactions épidermiques, à des jugements de « circonstances » ou seulement polémiques. Ce sont pourtant ces termes que l'on a souvent employés pour qualifier ce texte de Durkheim dont Karsenti rappelle avec justesse qu'il a fait l'objet d'un silence gêné de la part de la communauté des sociologues. On y reviendra plus bas.

Venons-en donc à ce texte. Il a pour objet un aspect de la pensée de l'historien allemand, Henrich von Treitschke. Intellectuel au service de l'État et tout attaché à justifier la guerre dans ses écrits et dans sa pratique, celui-ci avait été appelé par le chancelier Bismarck à travailler avec lui en 1874. Journaliste, poète, professeur, député au Reichstag, « son éloquence – écrit Durkheim – âpre et colorée, négligée et prenante, avait surtout sur la jeunesse qui se pressait en foule autour de sa chaire, une action prestigieuse. Il a été un des éducateurs de l'Allemagne contemporaine⁷ ». Pour faire comprendre son

4 - Max Weber, *Œuvres politiques 1895-1919*, trad. fr. Elisabeth Kauffmann *et al.*, présentation d'Elisabeth Kauffmann, introduction de Catherine Colliot-Thélène, Paris, Albin Michel, coll. « Idées », 2004.

5 - Exception faite de la biographie de Weber dressée par Joachim Radkau, *Max Weber*, Munich, Carl Hanser Verlag, 2005 (trad. anglaise, *Max Weber. A Biography*, Cambridge, Polity Press, 2011).

6 - L'opuscule est composé d'une introduction et de 5 chapitres, le premier présentant « l'Allemagne au dessus des lois internationales », le deuxième « l'État au dessus de la morale », le troisième, « L'État au dessus de la société civile ». Une fois présenté sur trois positions d'exceptions qui façonnent le comportement allemand et mettent l'Allemagne en marge de la communauté en guerre, Durkheim traite dans le 4^e chapitre « des faits de guerre expliqués par cette mentalité » et conclut par une 5^e chapitre sur « le caractère morbide de cette mentalité ».

7 - *Ibid.*, p. 15.

rôle de formateur des consciences, Durkheim centre son attention sur l'examen des registres argumentaires de ses écrits politiques, avec pour ambition de mettre au jour un « type d'homme » qui reflète la communauté nationale dans laquelle il s'inscrit. En cela, cet essai correspond aux objectifs des études de cette collection qui, comme ses responsables le soulignent dès l'introduction de l'opuscule, est « de dépeindre l'Allemagne telle que la guerre nous l'a révélée⁸ ». À ce titre, la survalorisation de l'idée de l'État allemand comme État de puissance – *der Staat is Macht*⁹ – et les conséquences qui en découlent autant en matière de relations internationales que de conduite morale configurent une « mentalité morbide » selon le sociologue français, autrement dit non normale. C'est elle qui a forgé la violence de l'Allemagne en guerre, celle que vit Durkheim au moment où il écrit. Face aux objections qui pourraient surgir concernant la possibilité même des faits qui sont reprochés à l'Allemagne, ils entendent montrer clairement combien ils sont redevables d'un système de pensée, « un système mental et moral qui, constitué surtout en vue de la guerre, restait pendant la paix à l'arrière-plan des consciences¹⁰ ». Seule la guerre a pu le révéler en pleine lumière. C'est cette dimension de la « morale » que ne prend pas en considération Bruno Karsenti dans son introduction, lorsqu'il écrit que l'opuscule de Durkheim dénonce « la manière d'articuler le droit à la politique, articulation qui confère à la guerre le statut de fondement du droit de l'État, l'inscrivant au principe du concept même d'État souverain¹¹ ». Cette remarque est juste n'était qu'il conviendrait d'ajouter que la « manière d'articuler le droit à la politique » s'opère au prix de l'élimination de la morale. On va le voir maintenant.

La nouvelle ordalie

D'emblée, Durkheim pose le cadre de la prémisse logique d'où découle la nécessité de la guerre : c'est la vision de l'État, supérieur à toute chose. « Le système tient tout entier dans une certaine manière de concevoir l'État¹² ». Selon Treitschke, la souveraineté que l'État représente est supérieure à toute mesure et partant, elle s'impose à toute autre prétention, en valeur ou en raison. Aucune limite ne l'encadre sinon celle qu'il se fixe lui-même. Étant seul juge

8 - *Ibid.*, p. 11.

9 - « L'État est puissance », cette affirmation de Treitschke, Durkheim la place en exergue de son opuscule.

10 - *Ibid.*, p. 13.

11 - Bruno Karsenti, « Introduction », in Émile Durkheim et Bruno Karsenti, *L'Allemagne au dessus de tout*, op. cit., p. 23-24. Le texte introductif de Karsenti est en réalité une conférence prononcée à la Maison Heinrich Heine à la Cité Internationale de Paris le 11 octobre 2014, ce qui justifie, dans doute, qu'il se livre, selon ses propres mots, à une « lecture entre les lignes » (p. 45) et non pas à un strict commentaire du texte. Dans ce but, il confronte de manière très stimulante la pensée de Durkheim à l'idéalisme allemand dans sa version hégélienne dont Treitschke serait l'héritier, et à ce qu'a pu élaborer Louis Dumont à propos de « la mentalité allemande » entendue comme « idéologie ».

12 - Émile Durkheim, *L'Allemagne au dessus de tout*, op. cit., p. 19.

de ses intérêts¹³, aucune juridiction supérieure ne peut par conséquent prétendre en restreindre l'action¹⁴. Face à cette série d'affirmations, qui serait susceptible d'opposer une quelconque raison ? La conscience ? Elle est trop incertaine et varie en fonction des circonstances. Le droit international ? Mais quel État soucieux de sa souveraineté accepterait d'être ainsi limité ? « Un tribunal international suppose un droit international institué, fait de nomes impersonnelles, impératives, qui s'imposent à tous et qui ne sont contestées par aucune conscience droite ; un tel droit international de ce genre n'existe pas¹⁵. » Pour Treitschke qui ne peut concevoir les relations internationales que sous l'angle des rapports de force – qui qualifient une position dite « réaliste » aujourd'hui – la guerre est l'arbitre suprême.

La guerre se justifie selon lui de trois manières. D'abord en raison de l'existence même de différents États ; en d'autres termes, la concurrence entre eux conduit à l'affrontement. Elle est inéluctable. Donc celui qui l'emporte est celui qui a le droit pour lui, celui d'être un État. Par ailleurs, en l'absence d'un tribunal supérieur, elle est la source de la légalité, car le droit s'enracine dans les résultats que la guerre entraîne. C'est le droit du plus fort en matière internationale. Fort de ces deux constats – de fait et de droit – Treitschke peut alors affirmer que « sans la guerre, l'État n'est même pas concevable » et surtout que « quand un État n'est plus en état de tirer l'épée comme il veut il ne mérite plus son nom »¹⁶. Deux conclusions en résultent. La première concerne l'État lui-même entendu sous l'angle de sa politique, dont selon les mots de l'historien allemand « la guerre est la forme violente »¹⁷. Si Clausewitz avait affirmé que la guerre est la prolongation de la politique par d'autres moyens, Treitschke, lui, considère que la guerre est le sens même de la politique. L'armée en est le moyen indispensable, celui qui permet à l'État de réaliser sa puissance : celle d'être un État souverain. L'armée, selon l'historien, « c'est l'État incarné¹⁸ ». Son essence, le militarisme. Par ailleurs, les relations internationales dérivent de la force et celle-ci fonde en droit la hiérarchie des États forts et de ceux qui leurs sont subordonnés. N'ayant pas d'armée, ces derniers sont redevables aux premiers de leur sécurité. Il s'ensuit que les « petits » États neutres ne sont admissibles que pour autant que les « grands » États y consentent et que les circonstances n'évoluent pas. Et Treitschke de souligner la place justifiée de la Suisse dans pareille conception, mais non pas de la Hollande appelée à retourner à « la vieille patrie allemande¹⁹ » ou encore de la Belgique dont Treitschke ne dit mot. Silence significatif, selon Durkheim qui a bien évidemment en tête le viol de la neutralité belge en août 1914. On verra plus bas

13 - *Ibid.*, p. 23.

14 - *Ibid.*, p. 24.

15 - *Ibid.*, p. 25.

16 - *Ibid.*, p. 26.

17 - *Ibid.*, p. 29.

18 - *Ibid.*

19 - *Ibid.*, p. 32.

comment Weber le justifie et par ce biais établit un lien avec la pensée de l'historien. En réalité, selon Treitschke, les « petits États » – ceux qui relèvent selon le mot méprisant de la *Kleinstaaterei*²⁰ – ces « petits États » n'existent que parce que les États le veulent bien. Or, que les circonstances évoluent – entendons que la guerre soit déclarée en Europe –, et on n'en parlera plus. Le sort de la Belgique semble effectivement scellé.

Sans aucune instance divine ou morale ou encore étatique au dessus de l'État national souverain, cette nouvelle ordalie renverse l'ordre des valeurs et place la guerre comme la seule instance du droit et de la morale. La guerre comme instance divine. Dans ces conditions, la guerre est sainte parce qu'elle est portée par les plus hautes valeurs, celles qui concourent à la défense de l'État et fait advenir l'homme nouveau. Cet « Homme », c'est celui de l'idéal auquel portent les plus hautes vertus, faites de sacrifice et de sens du devoir. Pareil idéal est à l'opposé des fins de la paix perpétuelle, « sans vigueur et sans enthousiasme » selon les mots de l'historien allemand. La paix, en effet est pour lui le domaine de la douceur émolliente, de l'affaiblissement dans le luxe matériel, le lieu de la corruption des sens et des idées. Comme l'écrit Durkheim pour une telle pensée, « L'idéal de la paix perpétuelle n'est pas seulement irréalisable, c'est un scandale moral, une véritable malédiction²¹. »

Puissance non morale. La mentalité morbide

En affirmant que l'État « est puissance et s'il trahit son essence, il ne saurait être assez blâmé²² » l'historien allemand fait découler l'action publique de cet axiome et écarte toute notion de morale. Plus exactement, l'ordre de la morale privée n'est pas celui de la morale publique. Considérer l'État comme le seul étalon des actions et des valeurs humaines légitime l'adage selon lequel la fin justifie les moyens. À partir de là, la tromperie et le mensonge ne valent que pour ceux qui y ont cru car s'ils servent à l'obtention de la fin poursuivie, ils ne peuvent être que valorisés. Les objectifs de l'action ne doivent nullement être rapportés à une valeur extérieure mais seulement à l'intention, autrement dit au projet. L'État fort n'a que faire du sentiment. Les « belles âmes » n'ont pas leur place ici. La critique adressée à la société civile est de la même eau. Pour l'historien, les références à la société civile et aux droits du citoyen ne sont qu'un aveu de faiblesse, une préférence pour le désordre et la confusion. Parce qu'elle est composée d'une grande diversité de groupes sociaux aux intérêts variés et opposés, elle manque d'unité. Pour Treitschke, « la société civile n'a aucune unité de volonté²³ » à la différence radicale de l'État, mu par une seule force, un seul intérêt : la puissance. L'apologie de la violence d'État est nécessaire pour forcer l'ennemi au respect, les oppositions au silence. Et le

20 - Admettons avec Durkheim que ce terme est intraduisible.

21 - *Ibid.*, p. 27.

22 - *Ibid.*, p. 44.

23 - *Ibid.*, p. 55.

serviteur de Bismarck d'ajouter : « Il est ridicule de s'élever bruyamment contre ces pratiques au nom de la morale et de demander à l'État de ne rien faire que le catéchisme en main » pour conclure... « L'homme d'État n'a pas le droit de se chauffer confortablement les mains aux ruines fumantes de sa patrie, tout content de pouvoir se dire : je n'ai jamais menti... c'est une vertu de moine²⁴. »

Derrière ces considérations se dessine, selon Durkheim, la « pathologie allemande », c'est-à-dire ce qui permet de comprendre qu'elle a suivi son chemin à l'écart des autres nations européennes. En rend compte son opposition fondamentale à la vision d'une société articulée aux associations et aux groupements adossés aux coutumes de la société que l'État ne crée par et que soutient l'idée de démocratie. « Il y a là – écrit Durkheim – toute une vie qui naît et se développe sans que l'État intervienne²⁵. » Radicalement autre, la vision de Treitschke est portée par l'idée de l'État, pensée dans la foulée de l'hégélianisme, comme simultanément la négation et l'accomplissement de la société. Sur ce point précis, Durkheim n'hésite pas à considérer qu'il s'agit là d'une victoire d'un certain « esprit allemand » qui l'a emporté contre tous ceux qui – et Durkheim de citer avec respect « les savants allemands Niebur Savigny, Lazarus et Steinhall²⁶ » – s'étaient attachés à comprendre la nation et le peuple sans référence à l'État mais en lien avec « ces corps de coutumes juridiques, formes premières du droit, que l'État peut bien codifier plus tard mais qu'il ne crée pas²⁷ ». En d'autres termes, Treitschke pousse à l'extrême la logique hégélienne, celle du moment ultime de l'*Aufhebung*, lorsque la société (et l'individu) trouvent leur négation et leur rehaussement dans l'État qui fonde un État puissance, et dont l'individu ne se distingue en rien parce que l'intérêt particulier s'est fondu dans l'intérêt général. Avec Treitschke, la distance entre l'État et l'individu est abolie et ce dernier, rehaussé au niveau de l'universel. Dans cette abolition disparaît tout ce qu'avaient pu instaurer les institutions du libéralisme politique depuis le 18^e siècle²⁸.

Pour cette raison, selon Durkheim, toute la pensée de Treitschke est étrangère à la tradition européenne, baignée d'hellénisme et de christianisme. Pour cette dernière, les valeurs collectives, sanctifiées par la volonté de vivre ensemble en paix dans le respect de l'héritage des droits de l'homme et du citoyen, ces valeurs surplombent la conscience individuelle. À l'État au dessus duquel rien ne peut prévaloir – *Deutschland über alles*²⁹ – et auquel l'individu est subordonné, s'oppose radicalement l'idéal chrétien héritier de vingt siècles de culture

24 - *Ibid.*, p. 49. Dans le même esprit, Charles Péguy dans sa fureur nationaliste (et antisémite) affirmera « le Kantisme a les mains pures mais il n'a pas de mains ».

25 - *Ibid.*, p. 54.

26 - *Ibid.*, p. 55.

27 - *Ibid.*, p. 56.

28 - Selon Karsenti, en cherchant à isoler ce qui a fait « décrocher » (p. 17) l'Allemagne de l'ensemble des autres États européens – le fameux *Sonderweg* – Durkheim fait dépendre de l'*über* (cet excès de tout dont l'Allemagne se prévaut dans sa prétention à être *über alles*) l'hypertrophie négatrice de l'État à l'égard de la société.

29 - *Ibid.*, p. 43.

et animé du souci de libérer l'homme de ses chaînes et de ses servitudes³⁰. Au collectif de l'État de puissance, le droit du citoyen. Pour le sociologue français, on assiste avec l'Allemagne au « retour de la morale païenne³¹ » dont il est aisé de comprendre que la morale a déserté le champ de valeurs.

En prenant soin de distinguer politique et morale au motif de l'efficacité, Treitschke énonce ici ce que Weber analysera plus tard dans les termes de l'éthique de la conviction et de l'éthique de la responsabilité, laissant à la première la pureté des intentions et le caractère absolu des références morales, et à la seconde le sérieux des conséquences et en ce qui concerne le politique, ce qu'il nommera à de nombreuses reprises « la responsabilité devant l'avenir ». Mais sous le même prétexte, et reprenant les arguments de Treitschke, il en viendra à justifier « le viol de la Belgique », comme on va le voir plus bas. Or, s'il est correct d'affirmer que l'action politique ne relève pas du critère moral et que la morale obéit à d'autres fins que l'actualité politique, qui ne voit qu'une politique sans morale n'est que barbarie ? Qui ne voit surtout qu'en fixant à la nation les buts politiques les plus élevés sous les espèces de l'idéal de la puissance et du devoir, non seulement on transforme en acte moral l'obligation de s'y soumettre, mais on se contraint à surarmer, et finalement à déclarer la guerre. Comme l'écrit Durkheim en introduction de son opuscule, celle-ci est justifiée par la vision de l'État. Un État militaire. Un tel État ne peut trouver son achèvement que dans la guerre. La guerre est la forme achevée de l'État de puissance. Son essence.

« Hypertrophie morbide de la volonté... sorte de manie du vouloir³² », « Idéal fait essentiellement de domination³³ » et « nature pathologique de l'ambition », les termes ne manquent pas à Durkheim pour cerner la mentalité allemande qu'a forgée Treitschke et ses semblables, bien avant que la guerre mondiale n'éclate. C'est une mentalité malade. Quelque chose de semblable à ces « grandes névroses au cours desquelles il arrive que les forces du malade sont comme surexcitées » et durant lesquelles il peut que dans une situation d'exception, le malade fasse de grandes choses et parvienne à des résultats insoupçonnés en temps normal. Mais l'excitation s'épuise ; et les tensions s'affaissent. En 1915, Durkheim considère que « l'élan du monstre s'est arrêté³⁴ ». L'hybris d'une nation déchainée dans la puissance de soi ne peut que trouver sur sa route à un moment où à un autre plus fort qu'elle. « La vie ne se laisse pas éternellement enchaîner » conclut Durkheim et le temps viendra où tous les pays qu'il asservit se coaliseront contre lui et c'en sera alors fini. « Un État ne peut pas se maintenir quand il a l'humanité contre soi³⁵. » Il

30 - *Ibid.*, p. 45.

31 - *Ibid.*

32 - *Ibid.*, p. 84.

33 - *Ibid.*, p. 85.

34 - *Ibid.*, p. 88.

35 - *Ibid.*, p. 85.

faudra encore trois ans de boucherie pour que l'espoir de Durkheim prenne enfin forme.

En prenant congé de ce texte de Durkheim si actuel dans sa démonstration des raisons qui peuvent conduire à la barbarie (ou au totalitarisme) par le biais de l'hypostasie d'une valeur qu'incarnerait l'État, risquons une hypothèse pour essayer de comprendre le silence qui l'a recouvert si longtemps. Ne serait-il pas l'aveu d'une gêne non pas à l'égard du style dont on est bien en peine de déceler la polémique et l'agressivité dont il serait porteur, mais à l'égard de la critique d'un certain hégélianisme ? Largement en vogue et partagé par nombre d'intellectuels (français) dans les décennies 1960-1980 pour lesquels la fin de l'histoire était pensable dans cette sur-dominance de l'État et de la puissance de la volonté, cet hégélianisme était aux antipodes d'une pensée critique, au sens Kantien, libéral et modéré du terme, et dont l'Allemagne après 1948 avait décidé de réinventer la voie. Non pas une gêne à l'égard d'un texte antigermanique, ce qu'il n'est pas, mais une gêne à l'égard de l'Allemagne devenue si différente, si peu nationaliste, d'aucuns diront post-moderne, ouvrant l'avenir de l'Europe et enfin pleinement acceptée sur la scène internationale. En bref, une Allemagne enfin débarrassée de son *Sonderweg*, mais à laquelle on ne pardonnerait pas d'être devenue « normale ».

Pourquoi alors se pencher maintenant sur certains textes de Weber ? Bien évidemment pour les raisons précisées plus haut, à savoir qu'à plus de quarante ans de distance, ils résonnent des échos de la pensée de Treitschke. Mais par ce biais également, ils illustrent un aspect de la pensée du sociologue allemand que beaucoup aujourd'hui souhaiteraient dissimuler pour mieux vanter les qualités d'un penseur *sine ira et studio*.

Weber. Où la fin justifie les moyens

Reconnaissons d'emblée un fait important : il n'y a pas trace chez Weber de l'antisémitisme qui a si souvent accompagné les vociférations des nationalistes allemands et notamment de Treitschke. Tout au contraire³⁶. Pas d'antisémitisme donc et pas non plus de pangermanisme qui a pourtant caractérisé tant de prises de positions allemandes durant la guerre et que Weber avait dans sa jeunesse rapidement embrassé. Mais il est un autre nationalisme que le précédent, cette fois « laïc », qui repose sur l'idée de nation comme lieu de la valeur ultime, à l'aune de laquelle sont évalués les ennemis ou encore les conséquences qui peuvent résulter pour un peuple « neutre ». Sous cet angle, le nationalisme semble toujours porter en lui une dimension raciale à l'aune de

36 - Il faut au contraire rappeler l'hostilité profonde de Weber aux « acclamations frénétiques qui saluent les cours de Treitschke lorsqu'il faut une quelconque allusion antisémite », cité in Wolfgang Mommsen, *Max Weber et la politique allemande, 1890-1920*, trad. fr. Jean Amsler et al., Paris, PUF, 1985 [1959], p. 27, et cela en dépit de son admiration pour Treitschke. Selon Mommsen, Weber a suivi deux de ses cours à Berlin en 1884. Voir la note 42, p. 29, qui fait état de la difficulté à bien définir l'influence de Treitschke sur Weber. Sur la complexité des positions de Weber vis-à-vis de l'antisémitisme, voir Joachim Radkau, *Max Weber*, op. cit.

laquelle sont évalués les « grands » et les « petits » pays, ces derniers ne devant leur droit à l'existence qu'aux premiers. On l'a vu chez Treitschke. Plus précisément dans le texte de Weber de 1916, cela se traduit par le positionnement du soldat allemand largement au dessus de ses adversaires en raison du seul critère qui prévaut aux yeux du sociologue : le devoir. Ainsi, parlant des soldats allemands au combat, Weber écrit : « leur première pensée est celle du devoir, et ce sentiment du devoir est allemand. Il existe certainement aussi chez nos adversaires ; mais chez les Russes il est soutenu à coups de mitrailleuses braquées dans le dos ; chez les Français et les Italiens, de discours remplis de phrases creuses ; chez les Anglais il est soutenu par "les affaires". À l'inverse ne faire que ce qu'impose le devoir, c'est allemand³⁷. » Comme si en matière de guerre, il n'y avait que la discipline pour assurer la victoire et qu'en matière de service de l'État, l'Allemand se distinguait radicalement de tous ses adversaires. Le devoir comme essence de l'homme allemand ; la guerre de 1914-1918 comme « sainte³⁸ ». L'État allemand face à sa « responsabilité devant l'histoire³⁹ ». La logique du nationalisme wébérien débouche sur l'esprit prophétique dont le sociologue aime à se draper, fondant sa démarche sur la morale et le reproche d'une faute ineffaçable : « Ce serait une honte éternelle que d'avoir manqué de courage en laissant la barbarie russe, la monotonie anglaise, le bavardage français dominer le monde. Voilà pourquoi nous faisons cette guerre⁴⁰ ». Comme énoncé des raisons de faire la guerre, on aurait attendu mieux. Quant aux buts de guerre que sont censés, selon Weber, poursuivre les Français, ils traduisent leur esprit polémique, sinon mesquin à ce moment précis de la guerre, celui de la bataille de Verdun : « Chaque soldat français est un petit rentier qui accueillerait avec bonheur le versement de dommages de guerre par l'Allemagne : celui lui assurerait une jolie rente annuelle ; de l'Alsace Lorraine, le fermier français se préoccupe désespérément peu. Chez nous, celui qui aurait un semblable but de guerre ne serait absolument un Allemand ; *c'est la survie de l'Allemagne qui est notre but de guerre, et non le profit*⁴¹. »

Nationaliste et racialisé – le Russe n'est qu'un barbare⁴², le Polonais un paresseux, le Français un rentier ou un traine-sabre, etc. – la porte est dès lors ouverte pour justifier ce qui fut reproché à l'Allemagne par tous ses adversaires

37 - Max Weber, « Au seuil de la troisième année de guerre », art. cité, p. 77-78.

38 - « [...] une guerre sainte d'un peuple qui combat pour sa survie » : *ibid.*, p. 89. Dans un autre texte écrit également en pleine guerre, Weber traite de la « guerre sainte et juste » : « c'est-à-dire celle qui est entreprise pour accomplir le commandement de Dieu, au nom de la foi, et qui est donc toujours, en un sens quelconque, une guerre de religion » : Max Weber, « La considération intermédiaire : théorie des degrés et des orientations du refus du monde » (1915), in Max Weber, *Sociologie des religions*, textes réunis et traduits par Jean-Pierre Grossein, Paris, Gallimard, 1986, p. 428.

39 - *Ibid.*

40 - *Ibid.*, p. 88.

41 - *Ibid.*, p. 80 (la dernière phrase est en italique dans le texte).

42 - Que ce soit dans le discours prononcé à Munich le 27 octobre 1916 dans l'article publié dans la *Frankfurter Zeitung* le 17 janvier 1919, la Russie est toujours dénoncée comme ayant été le seul pays déterminé à faire la guerre en 1914 et à laquelle l'Allemagne ne pouvait échapper.

mais également par certains intellectuels de l'Entente : le viol de la neutralité belge. Cet acte fut dès le début de la guerre jugé comme l'intervention inacceptable par l'ensemble des adversaires de l'Allemagne, et qui condamna celle-ci aux yeux des belligérants de l'Entente. Dans la même conférence en date de 1916, Weber justifie ce crime au motif que « les raisons qui nous ont poussé à violer formellement la neutralité belge⁴³ » s'expliquent par le fait que des officiers britanniques y avaient établi des relevés à des fins militaires, hostiles à l'Allemagne, et qu'ayant laissé faire, le gouvernement belge avait choisi son camp. Notons que sur ce point de « viol formel » de la Belgique, Weber reprend intégralement les arguments des autorités militaires allemandes à l'instar de von Moeltke, leur supérieur, qui affirmait le 5 août 1914 : « Notre avancée en Belgique est sans doute brutale mais nous luttons pour notre existence même, et tous ceux qui se mettent en travers de notre route doivent en assumer les conséquences⁴⁴. » Moeltke, lui, ne faisait que reprendre son prédécesseur Schieffen, qui dans son mémorandum de 1905, préconisait que « la neutralité belge ne devait plus être timidement transgressée mais violée sans retenue⁴⁵ ». Et le sociologue de conclure brutalement « tout peuple est responsable des actes de son gouvernement⁴⁶ ». Point n'est besoin de s'étendre sur cette considération déshonorante sur la « responsabilité collective du peuple belge » qui laisse augurer l'usage qu'en feront d'autres responsables politiques – nazis et soviétiques – pour justifier leur politique d'annexion et pour le coup de « viol » des pays, neutres ou pas. L'héritage de Treitschke semble ici direct et pleinement assumé.

Revenons donc à l'argument qui fonde cette responsabilité collective. C'est celui selon lequel la fin ultime de l'action politique étant connu – faire advenir l'État de puissance comme valeur ultime – tous les moyens à sa disposition doivent lui être soumis. Pour Karl Jaspers, ami et grand admirateur du sociologue, « ce patriotisme lui était le critère absolu pour sa volonté politique⁴⁷ » comme si au nom de cette valeur – la défense de la patrie – finalement tout était permis. C'est ce qu'avait bien saisi Raymond Aron lorsqu'il écrivait que Weber « avait choisi la puissance de l'État national pour valeur ultime⁴⁸ ». Or qu'est-ce que cela signifie sinon qu'au nom d'une valeur posée comme la plus élevée dans le rang des préférences et des choix politiques, il est de la responsabilité des autorités politiques d'y subordonner tous les moyens en vue de son accomplissement ? L'homme politique, Weber ne cessera de le répéter, doit avoir la conscience de la nécessité de son objectif et la responsabilité des conséquences induites. Avec cette idée que lorsque ces moyens sont perçus sous l'angle des

43 - Le mot « belge » est en italiques dans le texte.

44 - Cité in John Keegan, *La Première Guerre mondiale*, Paris, Perrin, 1998, p. 109.

45 - *Ibid.*, p. 44.

46 - Max Weber, « Au seuil de la troisième année de guerre », art. cité, p. 84-85.

47 - Karl Jaspers, cité in Max Weber, *Discours de guerre*, op. cit., p. 55.

48 - Discours d'ouverture du Congrès de la sociologie allemande qui s'est tenu à Heidelberg en 1964 à l'occasion du centenaire de la naissance de Weber, cité p. 60.

ressources nécessaires pour l'obtention d'une fin considérée comme la plus élevée, alors les moyens ne sont plus que des composantes « techniques » du choix. Autrement dit, ils n'ont pas de valeur propre ; pas d'autonomie. Qui ne comprend que, dès lors, Weber est prêt à s'associer avec n'importe qui au motif de cette non-prise en considération de la valeur des composantes du choix. La fin l'emporte. Sa valeur est supérieure à tout. Chacun a en tête ce qu'une telle absolutisation de la fin et une telle dégradation des moyens peut entraîner. Les « petits » États n'ont rien à dire en face de l'affirmation du « destin » du « grand » État ; les opposants politiques n'ont qu'à se taire. Le « viol » est justifié.

Cette valeur la plus haute, c'est aux yeux de Weber, la nation allemande dont l'État en est la garantie et ce, d'un double point de vue qui le qualifie d'État-puissance (*Machtstaat*). L'État, c'est d'abord l'achèvement d'un processus de maturation historique dont l'unification réalisée en 1871 aurait dû signer la réussite mais que les faiblesses du corps politique ont largement entravé jusqu'à risquer de faire de l'Allemagne un « épigone⁴⁹ ». La guerre l'en a sauvé. Par ailleurs, c'est l'État-puissance qui s'affirme face aux autres grandes puissances qui l'entourent dans l'aire européenne. En se déclarant toutes hostiles à son projet, elles l'ont forcée à faire la guerre⁵⁰. Sous cet angle, la guerre est un « destin » et c'est ce destin que partagent et actualisent les soldats dans l'unité de l'armée, la solidité au combat, la mort au front pour que vive le collectif. Vision mystique de la guerre où l'individu se fond dans la communauté et où en s'abimant dans la mort, il lui donne vie. Autant de phrases grandiloquentes tissées à la gloire de cette « guerre belle et merveilleuse » comme Weber la nomme dans une lettre à sa mère en 1914⁵¹. *Gross und Wunderbar*, ces qualificatifs, il va les répéter en octobre dans une lettre à Tönnies et plus tard encore une fois en écrivant à sa sœur dont le mari est tombé au front⁵².

Malaise dans l'histoire

Que penser alors du commentaire de Bruhns quand on lit sous sa plume : « Depuis le début des engagements scientifiques et politiques de Weber, dans

49 - Max Weber, « Le cruel destin d'être condamné à être politiquement des épigones » [1895], « L'État national et la politique de l'économie politique », Leçon inaugurale à l'université de Fribourg, in Max Weber, *Œuvres Politiques (1895-1919)*, op. cit., p. 134 et parmi ces épigones il compte la Suisse, les Pays-Bas, le Danemark.

50 - « Pour tout État puissance, le voisinage d'une autre grande puissance est inconfortable... Mais c'est le destin de l'Allemagne d'être la seule à être limitée par trois grandes puissances et par la plus grande puissance maritime » : Max Weber, « La situation de l'Allemagne dans la politique mondiale », art. cité, p. 94.

51 - Max Weber, *Discours de guerre et d'après guerre*, op. cit., p. 65 ; voir Wolfgang Mommsen, *Max Weber et la politique allemande, 1890-1920*, op. cit., chap. 7, p. 249.

52 - Sur sa correspondance de guerre non traduite en français, voir : Max Weber, *Briefe, 1915-1917* (herausgegeben von Gerd Krumeich und Maria Rainer Lepsius [in Zusammenarbeit mit Birgit Rudhard und Manfred Schön], J. C. B. Mohr [Paul Siebeck] Tübingen ; ainsi que Max Weber, *Briefe, 1918-1920* (herausgegeben von Gerd Krumeich und Maria Rainer Lepsius [in Zusammenarbeit mit Uta Hinz, Sybille Osswald-Bargende, und Manfred Schön], 1. Halbband, Band 10, J. C. B. Mohr [Paul Siebeck] Tübingen.

les années 1890, son nationalisme se distinguait par la lucidité et la férocité de sa critique de la réalité de la construction de l'État national allemand ». Assurément, Weber jugeait avec sévérité l'incompétence de l'empereur Guillaume et l'État-major, celle des diplomates et des élites militaires, à qui il reprochait d'avoir lancé l'Allemagne dans la guerre sans guère d'idées claires sur les buts de guerre, sinon annexionnistes qu'il rejetait pour le coup. C'est sans aucun doute ce qui le distingue de ses nombreux collègues nationalistes et annexionnistes. Il avait compris le risque insensé de lancer la guerre sous-marine totale et de s'aliéner ainsi définitivement les États-Unis.

Nationalisme et impérialisme

Pourtant, le versant intérieur de ce nationalisme ne prend véritable sens dans son esprit que par son versant extérieur. En d'autres termes, les considérations que porte Weber sur l'état de la nation dans l'empire allemand sont indissociablement liées à la vision qu'il a de l'Allemagne sur la scène européenne et mondiale une fois la guerre achevée et gagnée. Sur le flanc Est de l'Allemagne, le seul objectif de Weber est de protéger le pays de l'ennemi Russe redouté par dessus tout⁵³. Une zone tampon de quelques pays ayant fraîchement acquis leur indépendance – Pologne, Lituanie, Lettonie et Petite Russie – devrait y pourvoir. Elle devait être renforcée par l'établissement de garnisons allemandes dans ces nouveaux pays et d'une union douanière sous protection allemande. Fût-il teinté de libéralisme économique et de l'octroi de la souveraineté aux provinces anciennement soumises, le nationalisme de Weber cache mal son impérialisme demeuré inchangé. À l'Ouest, il se serait agi d'établir un compromis raisonnable avec l'Angleterre sur le partage des mers, de faire de l'Alsace-Lorraine un Land à part entière, les autres pays, y compris la France, réduits à peu de choses. L'Allemagne positionnée ainsi au centre du jeu européen à l'issue de la guerre, la compétition mondiale pourrait alors voir le jour sous les auspices de la rivalité sur les mers avec la flotte anglaise, sur les terres avec son industrie, et sur une base d'égalité en matière de commerce avec les États-Unis d'Amérique. Une vision finalement très classique des relations internationales, celle dite du « réalisme » qui prévalait alors.

« L'observateur le plus lucide de son temps »

Au terme de son introduction, Hinnerk Bruhns conclut : « de là en conclure simplement, sur le mode du reproche, que l'observateur le plus lucide du processus universel de rationalisation a fait de la nation sa valeur ultime, c'est clore la discussion au lieu de la faire avancer⁵⁴ ». Phrase surprenante à un triple titre car on se demande 1) ce qui autorise ce commentateur à parler « du processus universel de rationalisation » comme si pareil processus allait de soi,

53 - La guerre lancée contre le système tsariste était aux yeux de Weber, « une bonne guerre », cité in Max Weber, « De la culpabilité du déclenchement de la guerre », art. cité, p. 107. À ses yeux, seule la Russie a véritablement cherché l'affrontement à l'été 1914.

54 - « Présentation », in Max Weber, *Discours de guerre et d'après guerre*, op. cit., p. 59.

2) ce qui lui permet de traiter Weber d'« observateur le plus lucide » sinon sa seule position d'analyste de la pensée weberienne⁵⁵ et enfin 3) en quoi peut bien consister l'avancement d'une telle discussion. Reprenons les termes de la critique.

« Processus universel de rationalisation » : pareille formule ne vaut que pour ceux pour lesquels prévalent non seulement ce fantasme d'une « histoire universelle » (que d'ailleurs Weber visait), mais surtout le seul monde de la technique comme critère de la marche de la raison dans l'histoire et à l'aune de laquelle finalement s'ordonne la hiérarchie des peuples. On voudrait rappeler qu'à l'opposé de ce qui semble le retour d'un hégélianisme assez confus, au même moment que Weber, en 1915, Freud pense lui aussi la marche de la culture. Mais à la différence du sociologue allemand, le penseur viennois insiste sur le retour de la barbarie dans l'histoire pour conclure à la permanence de l'irrationnel au plus profond des œuvres de la civilisation et sans jamais se laisser aller en aucune manière à valoriser la force germanique. Tout au contraire⁵⁶.

Venons en à « l'observateur le plus lucide » et à ses déclarations en faveur de la guerre « grande et merveilleuse ». Bruhns rétorquerait, à raison, que cet enthousiasme fut le lot de toute une génération et que même un pacifiste comme Alain a pu y céder ou encore un Stefan Zweig, du moins à ses tout débuts. On aurait alors envie de rappeler, sans le moindre souci de « reproche », mais pour tempérer un peu ces affirmations, ce qu'écrivait l'historien Marc Bloch en parlant de Paris au moment de la déclaration de guerre le 3 août 1914, « La ville était paisible et un peu solennelle. La circulation très ralentie, l'absence des autobus, la rareté des auto-taxis rendaient les rues presque silencieuses. La tristesse qui était au fond de tous les cœurs ne s'étalait point ; seulement beaucoup de femmes avaient les yeux gonflés et rouge... Les hommes pour la plupart n'étaient pas gais ; ils étaient résolus, ce qui vaut mieux⁵⁷. » On est loin d'un sentiment unanimement partagé d'une ruée à la boucherie nationaliste. Sur cet aspect de la guerre, l'historien Frédéric Rousseau a écrit des pages importantes⁵⁸.

55 - Notons sur ce point que, plus modestement et sans emphase, Mariane Weber présentait son mari comme « un penseur perspicace » [*scharfsinnige Denker*] dans l'introduction à ses *Écrits Politiques* : Mariane Weber, *Gesammelte Politische Schriften*, Tübingen, J.C.B. Mohr (Paul Siebeck), Vorwort zu ersten Auflage, 1988 [1921], p. ix.

56 - Voir François Bafail, *L'inlassable désir de meurtre. Guerre et radicalisation aujourd'hui*, Paris, Éditions Hermann, à paraître en mars 2017.

57 - Marc Bloch, « Souvenirs de guerre », in Marc Bloch, *L'Histoire, la guerre, la résistance*, Paris, Gallimard coll. « Quarto », 1987, p. 120.

58 - Sur la critique adressée à cette notion de « culture de guerre » dénoncée comme « culture du consentement », et des notions qui lui sont attachées comme celle du « consensus » à la barbarie, voir Frédéric Rousseau, « Vivre et mourir au front : l'enfer des tranchées », *L'Histoire*, n° 249, décembre 2000, p. 60-65, et surtout Frédéric Rousseau, *La Guerre censurée. Une histoire des combattants européens de 14-18*, Paris, Seuil, 1999, et notamment la postface de l'édition 2013, p. 345-360.

Quant à l'avancement de la discussion, on se demande bien ce que ce terme recouvre. On attendrait au moins d'un spécialiste de Weber l'évocation sinon la démonstration de la fausseté des raisonnements de tous ceux qui, d'Adorno, Horkheimer à Fleischmann⁵⁹ jusqu'à Strong⁶⁰ ont dénoncé le relativisme de Weber en montrant comment sa conception des valeurs et l'hypostasie du souci de l'authenticité des choix pouvaient justifier finalement n'importe quelle politique et, par conséquent, conduire au désastre. Directement dit, faut-il soupçonner que Weber a pu, en quelque manière que ce soit, frayer la voie au nazisme ? Telle n'est évidemment pas notre pensée. Cependant, lorsque pour réfuter le soupçon d'avoir ouvert la porte aux pires démons en affirmant que « pour le redressement de l'Allemagne, il s'associerait au diable lui-même⁶¹ », Bruhns réduit immédiatement la portée de cette affirmation en traitant ce soupçon d'« anachronique » si jamais il était rapporté au nazisme, alors le malaise surgit. Affirmer qu'il serait « anachronique » de considérer que c'est au « démon » nazi que Weber ouvre la porte car pour ce dernier, « les puissances diaboliques sont à l'affût dans toute violence » et que c'est le « destin du politique », c'est se refuser à envisager les pires conséquences qu'une pensée est capable de promouvoir, sans nécessairement l'avoir voulu ; c'est procéder à un tour de passe-passe qui prétend dissimuler la réalité historique quand celle-ci risque par trop de confronter l'intellectuel aux conséquences de ses affirmations. Remarque d'autant plus gênante quand on ne cesse de se gargariser de « l'éthique de responsabilité » dont le sociologue aurait été le parangon, et qu'on affirme au même moment l'absence de lien entre d'un côté la valorisation de la « puissance », celle du « destin », de la « volonté » ou encore du « devoir » et de l'autre, ce que les extrémistes nazis en ont fait. Curieuse manière de penser ce que Weber n'a cessé d'élaborer dans les termes du « paradoxe des conséquences ». En d'autres termes, quand la réalité s'approche dangereusement d'affirmations extrêmes de Weber jusqu'à risquer d'en découler et sans qu'on puisse jamais les lui imputer, l'intellectuel se dégage de toute historicité gênante ; « l'essence » reprend le dessus ; l'universel est censé tout recouvrir et la violence dans sa forme la plus abstraite fait s'évaporer toute relation au réel. Débat jamais clos sur le lien entre les éruptions antisémites pathologiques de Nietzsche et les manipulations qu'elles ont permises sous le nazisme, et qui – ajoutons le – n'ont jamais annulé en quoi que ce soit la grandeur des œuvres du philosophe. Quoi qu'il en soit, il serait sans doute intéressant d'essayer de réévaluer les textes théoriques de Weber sur la domination ou la religion écrits pendant la guerre, à l'aune de ces documents aujourd'hui disponibles comme de ses lettres de guerre malheureusement non traduites en français. Dans

59 - Eugen Fleischmann, « De Weber à Nietzsche », *Archives Européennes de Sociologie*, T.V, n° 2, 1964.

60 - Tracy B. Strong, « Weber and Freud: vocation and self-acknowledgement », *Canadian Journal of Sociology*, vol. 10, n° 4, automne 1985, p. 391-409.

61 - À cette phrase de Weber aux tonalités sinistres qu'Hannah Arendt rappelle dans sa correspondance avec Jaspers, la philosophe allemande avait ajouté « Et cette phrase précisément me paraît révéler un élément décisif » [cité in « Présentation », art. cité, p. 56].

certaines, le sociologue y révèle ouvertement son tempérament nationaliste extrémiste⁶².

Retour au nationalisme

On attendait donc, ne serait-ce qu'une évocation de ce qu'ont recouvert « les grands instincts nationaux de puissance » dans leurs conséquences politiques concrètes, c'est-à-dire rapportés à la guerre et à la nécessité pour l'Allemagne de briser le cercle dans lequel elle se pensait enfermée et humiliée par les autres puissances environnantes. Au lieu de cela, le commentateur saute par dessus le temps pour retrouver dans les discours prononcés durant le Congrès de sociologie en 1964 la supposée clé des emballements nationalistes de Weber : ce serait le *Verzweiflung an Deutschland*, ce désespoir (profondément) ressenti par Weber à l'encontre des autorités politiques allemandes, des bureaucrates et des militaires, déclarés incapables de construire la Nation allemande. Comme si tout à coup le sentiment, « le désespoir », reprenait ses droits dans une pensée politique où non seulement il n'a que rarement trouvé place mais s'est trouvé tout simplement subordonné à la volonté de puissance de l'État. Réduire la pensée de Weber à ce pathos grandiloquent – le désespoir devant ses élites et le devenir de l'Allemagne ! – est une esquivé peu sérieuse. Désespoir de quoi ? De quelle idée de l'Allemagne ?

Au rebours de cette mauvaise excuse, ne serait-il pas temps de prendre Weber vraiment au sérieux en revenant à sa « leçon inaugurale » de 1895 prononcée à Fribourg et s'interroger si oui ou non l'unification allemande fut une folie de jeunesse quand il écrivait « L'unification allemande – fut une folie de jeunesse que la nation commit sur ses vieux jours, si onéreuse qu'il aurait mieux valu qu'elle s'en abstint si cette unification devait être pour l'Allemagne la fin et non le début d'une politique de grande puissance mondiale⁶³. » Il ne suffit pas d'insister sur l'évolution de la pensée politique de Weber sous l'effet de la guerre et d'affirmer que ses thèses sur le parlementarisme et la démocratie témoignent d'une coupure par rapport à ses engagements deux décennies auparavant. Certes, comme l'a montré Beetham, elles témoignent de la prise en compte de la politique pour nécessaire moyen d'établir une paix durable après la guerre ; ce qu'il ne reconnaissait pas avant 1914⁶⁴. Mais elles ne sont pas l'indice de son abandon du nationalisme, bien au contraire. Weber n'a jamais cessé de le revendiquer. Pour ces raisons, prendre Weber au sérieux, consisterait peut-être à se demander ce qu'aurait pu représenter la nation allemande sans l'État de puissance (*Machtstaat*) qu'elle s'est donné comme objectif, et à quelles

62 - Il appellera à l'irréductibilité et au soulèvement dans le cas où les villes de Torun en Pologne ou de Liberec en actuelle République tchèque seraient séparées de l'Allemagne, in Marianne Weber, *Ein Lebensbild (mit einer Einleitung von Günther Roth)*, Munich-Zürich, Piper, 1989, p. 615, et même au meurtre en invitant à « tirer une balle sur le premier fonctionnaire polonais qui oserait pénétrer à Danzig », *ibid.*, p. 641.

63 - Max Weber, 1895, « L'État national et la politique de l'économie politique », *op. cit.*, p. 136.

64 - David Beetham, « Nationalism and the Nation State », in David Beetham, *Max Weber and the Theory of Modern Politics*, Cambridge, Polity Press, 1985, p. 119-150.

conditions d'autres idéaux auraient pu l'emporter en lien avec ceux de la démocratie comme l'avaient pressenti les auteurs des révolutions de 1848 et de la Constitution de Francfort ; ce qu'il aurait pu en advenir en termes de « domination » et finalement, penser la continuité de sa pensée dont sa « Leçon inaugurale » avait si puissamment initié la trajectoire.

AUTEUR

François Bafail est directeur de recherche au CNRS-CERI-Sciences Po et directeur du Master « Global energy transition and governance » au Centre International de Formation européenne (CIFE). Parmi ses récents ouvrages, paru en 2014, *Emerging Capitalism in Central Europe and Southeast Asia*, Palgrave MacMillan et *L'inlassable désir de meurtre. Guerre et radicalisation aujourd'hui*, Éditions Hermann, à paraître en 2017.

AUTHOR

François Bafail, senior research fellow (CNRS, CERI-Sciences Po), is supervising the Master of "Global Energy Transition and Governance" (CIFE). He is the author of *Emerging Capitalism in Central Europe and Southeast Asia* (Palgrave MacMillan, 2014) and *L'inlassable désir de meurtre. Guerre et radicalisation aujourd'hui* (Éditions Hermann, 2017).